

## Nouveaux Cahiers du socialisme



--> See the **erratum** for this article

Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de force. Une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*, Montréal, Lux, 2017

Benoit Lacoursière

---

Syndicalisme : institution ou mouvement ?

Number 19, Winter 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87777ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Lacoursière, B. (2018). Review of [Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de force. Une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*, Montréal, Lux, 2017]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 247–250.

---

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Arnaud Theurillat-Cloutier,  
*Printemps de force. Une histoire engagée du mouvement étudiant  
au Québec (1958-2013)*,  
Montréal, Lux, 2017

BENOIT LACOURSIÈRE

On attendait avec impatience la publication promise il y a quelque temps par Arnaud Theurillat-Cloutier. Depuis la grève étudiante de 2012, plusieurs contributions portant sur le mouvement étudiant ont été publiées, mais jusqu'ici une seule avait eu l'ambition de faire un portrait global de l'histoire du mouvement étudiant et elle était le fruit de l'un des détracteurs du Printemps érable, le professeur d'histoire (à la retraite) Marc Simard. Cette fois, comme le titre le précise, nous avons affaire à une histoire engagée du mouvement, pensée et écrite par une personne qui a milité dans les associations étudiantes.

Theurillat-Cloutier nous livre, dans cette solide brique de 500 pages, une excellente synthèse historique. En fait, il s'agit de plus qu'un ouvrage sur le mouvement étudiant. L'auteur en profite pour faire un résumé de l'histoire politique du Québec des 70 dernières années et présenter sommairement l'évolution du système d'éducation québécois.

L'ouvrage est constitué de six chapitres portant les grandes « ères » de l'histoire du mouvement social des étudiants et des étudiantes. L'auteur a non seulement consulté la documentation produite par le mouvement étudiant, mais également la couverture médiatique dont il a fait l'objet. Le travail est également enrichi d'entrevues accordées à l'auteur par certains acteurs et actrices du mouvement.

Dans son introduction, Theurillat-Cloutier met en place certains concepts appropriés à l'étude du mouvement étudiant québécois. Ainsi, il relate l'existence en son sein d'une dichotomie entre une approche dite « combative » et une autre dite de « concertation ». À la fin de l'introduction cependant, le lecteur ou la lectrice reste sur sa faim. Que cherche à démontrer l'auteur ? Sa thèse aurait ainsi pu être plus clairement exprimée.

Le premier chapitre porte sur la naissance du mouvement étudiant et son inscription graduelle dans un courant de changement social plutôt que de « divertissement ». Si les études supérieures sont réservées à l'élite de la société canadienne-française, il faut reconnaître l'influence de la jeunesse étudiante catholique (JEC) et du personnalisme chrétien dans la transition que vit le mouvement étudiant.

Le deuxième chapitre porte sur l'organisation proprement syndicale du mouvement étudiant. On note alors l'importance des journaux étudiants dans le développement du militantisme. Naturellement, l'auteur rapporte les éléments menant à la création de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), de la grève de 1968 et à la dissolution de celle-là en 1969. Theurillat-Cloutier

décrit justement le piège dans lequel les militantes et les militants sont tombés dans leur analyse des résultats de 1968 dont « “l'échec” [...] a mené tant à une radicalisation politique qu'à une démobilisation étudiante » (p. 77), analyse dont on constatera malheureusement la récurrence dans les années à venir.

Le chapitre 3 porte sur la naissance de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ, fondée en 1975) autour de la grève contre les tests d'aptitude aux études universitaires (TAEU) et sur les prêts et bourses (1974). Il relate les débats qui animent l'ANEEQ durant la fin des années 1970, tout comme l'influence des groupes marxistes-léninistes au sein de l'organisation.

Le chapitre 4 s'intéresse à une période faste du mouvement étudiant. L'auteur relate les débats entourant la scission du Rassemblement des associations étudiantes universitaires (RAEU) de l'ANEEQ et la création de la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (FAECQ). Ces deux organisations vont concurrencer l'ANEEQ durant le milieu des années 1980. Elles défendaient une vision plus concertationniste ainsi que plus technocratique du militantisme étudiant. Elles rejetaient plus ou moins la mobilisation pour y substituer le lobbying. Pour la FAECQ, « le temps des grèves est maintenant révolu » (p. 155). Toutefois, la grève étudiante de 1986 contre le dégel des frais de scolarité a démontré l'inefficacité de ces stratégies, et ces organisations sont dissoutes dans les mois qui suivent. Cette période est caractérisée par l'adoption de la loi 32 portant sur la reconnaissance des associations étudiantes. On comprend, à la lumière de la loi 12 de 2012, les déchirements de l'ANEEQ quant à l'opportunité de cet encadrement ; il est maintenant difficile de concevoir des capacités à s'organiser en dehors de cette législation (p. 162). Le chapitre se conclut par l'analyse du débrayage de 1988 sur l'aide financière aux études, dont l'interprétation est encore aujourd'hui l'objet de débat. Nous sommes en accord avec Theurillat-Cloutier lorsqu'il affirme que l'« ANEEQ a peut-être [...] péché par excès de confiance [...] » (p. 186).

Le cinquième chapitre rend compte de la période hégémonique du courant concertationniste du mouvement étudiant avec la création de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et leur place dominante à la suite de la dissolution de l'ANEEQ. Après les déchirements au sein de l'ANEEQ sur la question linguistique (le conseil central de l'organisation étant en décalage face aux associations membres) et l'incapacité du mouvement étudiant à lutter contre le dégel des frais de scolarité, l'ANEEQ est dissoute autour de 1994. Le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), né en 1995, a bien tenté de renouer avec une approche combative, comme en témoigne la grève réussie de 1996 contre le dégel des frais de scolarité. Cependant, cette organisation meurt en 2000 sous des pressions financières et des clivages idéologiques profonds. Le MDE a néanmoins nourri la critique du néolibéralisme et mis sur pied une structure organisationnelle particulièrement démocratique.

Le dernier chapitre est le plus intéressant de l'ouvrage. Il prend pour point de départ la naissance de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) en 2001 dans le contexte du boycottage de la « taxe à l'échec » dans les cégeps et de la mobilisation contre le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) promu lors du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. L'auteur rend également compte de la grève étudiante de 2005 contre les compressions dans le régime d'aide financière aux études. Face au dégel des frais de scolarité de 2007, il faut considérer que les militantes et les militants de l'ASSÉ, tout comme celles et ceux de l'ANEEQ en 1988, « semblent avoir été [pris] par un excès de volontarisme ». L'échec de la mobilisation générale en 2007 devant un gouvernement nouvellement réélu (mais néanmoins minoritaire) a enclenché une profonde réflexion au sein de l'ASSÉ.

Il faut saluer le travail d'Arnaud Theurillat-Cloutier dans sa description et son analyse du fonctionnement de l'ASSÉ, de la mobilisation ratée contre le dégel des frais de scolarité (2007) au déclenchement de la grève de 2012. Ainsi, la distinction entre deux factions au sein de l'ASSÉ, les « criticistes » et les « pragmatistes », nous permet de mieux saisir le fonctionnement de l'organisation, mais aussi le déploiement de celle-ci lors de la grève de 2012. Comme toute classification binaire, celle-ci a ses limites, mais elle permet néanmoins de saisir l'ampleur des débats qui ont eu lieu au sein de l'organisation la plus combative du mouvement étudiant. Ainsi, la tendance pragmatique a pu mettre en place une « stratégie d'action médiatique combative » (p. 297), opérer un « rapprochement stratégique avec les fédérations étudiantes » (p. 302) ainsi qu'un autre rapprochement avec les groupes populaires et les centrales syndicales. À l'opposé, la tendance criticiste, menée par les militantes et les militants de Force étudiante critique, craignait une « potentielle séparation entre l'exécutif et la base » (p. 312) et ainsi le risque d'éviction de la démocratie directe au sein de l'organisation (p. 313). Ce débat n'est pas sans rappeler les tensions qui existaient au moment de la dissolution du MDÉ au début des années 2000.

Pas moins de 75 pages sont consacrées à la grève étudiante de 2012, ce qui permet à l'auteur d'en faire un compte-rendu détaillé. Mais, ici aussi, les interprétations à donner sont multiples, variées et dépendantes des points de vue idéologiques. Theurillat-Cloutier a raison de mentionner que tant la tendance pragmatique que celle criticiste ont contribué à l'issue de la mobilisation. Ainsi, la première a entre autres permis « l'élargissement du mouvement » (p. 383), la propulsion dans les médias d'un discours à contre-courant et la création d'alliances (p. 384). Les criticistes ont de leur côté favorisé l'affirmation d'un courant affinitaire créatif et agi comme garde-fou à l'encontre de la direction de la CLASSE (Coalition large de l'ASSÉ) (p. 384). Quant au bilan à tirer de cette grève, il semble ici aussi que les pragmatiques voient une victoire là où bien des criticistes voient une défaite (p. 385). Dans une certaine mesure, on constate des similitudes avec les analyses des grèves de 1968 ou de 1988.

L'épilogue nous laisse sur une note pessimiste. La FEUQ a cédé la place à l'Union étudiante du Québec (UEQ). L'aventure qu'a constituée « Printemps 2015 » a affaibli l'ASSÉ. On se demande aujourd'hui si le mouvement étudiant québécois pourrait faire face à une attaque similaire à celle de 2012.

Il s'agit d'un très bon ouvrage qui permet de maintenir en vie et d'actualiser la mémoire du mouvement étudiant. Cependant, on regrette le choix de mettre en fin de livre les références (par ailleurs très abondantes – 76 pages), compliquant la lecture. Aussi, lorsque vient le temps de publier un tel ouvrage, il est inévitable de devoir « couper » comme de « tourner les coins ronds » sur certains aspects de l'objet étudié. Or, même dans ce contexte, on s'explique mal les maigres quatre pages (154-155 et 316-317) accordées aux luttes féministes au sein du mouvement étudiant. Espérons que d'autres auteur-e-s viendront combler cette lacune dans le futur.

Finalement, cette synthèse a sa place autant dans les bibliothèques des analystes des mouvements sociaux que dans celles des militantes et des militants.

François Morin,  
*L'économie politique du XXI<sup>e</sup> siècle. De la valeur-capital  
à la valeur-travail,*  
Montréal, Lux, 2017

PIERRE LEDUC

Pour comprendre et combattre les dérives du capitalisme financiarisé et globalisé, François Morin estime qu'on doit s'attaquer au paradigme néoclassique qui domine la pensée économique. Pour contrer l'ambition des économistes d'absorber les sciences sociales, il faut renouer avec l'économie politique et promouvoir une approche multidisciplinaire et pluraliste. Ce retour implique une réactualisation des concepts fondamentaux de travail, de capital, de monnaie et de propriété. La première partie de l'ouvrage propose un cadre théorique pour analyser et critiquer le capitalisme financiarisé et globalisé. La deuxième porte sur une refondation du travail, de la monnaie et de la démocratie.

Contre les néoclassiques qui ont évacué les notions de valeur-travail et d'exploitation, François Morin revient à la théorie marxiste de la valeur-travail qui explique le profit par l'exploitation des travailleurs. Le concept de valeur-capital, central dans son approche, s'inspire de l'analyse de la circulation et des métamorphoses du capital dans le livre II du *Capital*.

Selon Marx, le capital doit, pour se reproduire, parcourir trois cycles qui correspondent chacun à une « forme fonctionnelle » : le cycle du capital-argent, ou valeur-capital pour l'auteur, celui du capital productif et celui de capital-marchandise. Morin introduit l'idée nouvelle d'une « forme organisationnelle » qui encadre chaque cycle au plan technique et institutionnel permettant à chaque